

Retards de paiement des entreprises : la Région Sud réduit l'écart



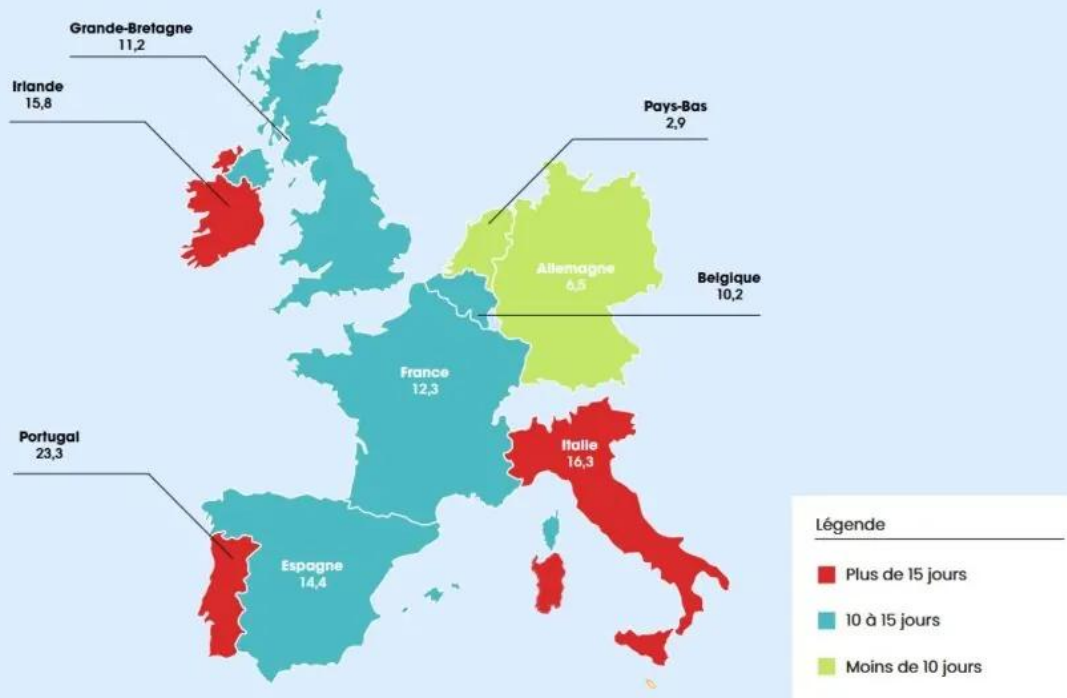
Si la France renoue ainsi avec son meilleur niveau depuis 3 ans, de fortes disparités demeurent selon la taille des entreprises et les secteurs d'activité. Ainsi, côté retards de paiement des établissements privés ou publics, bien que meilleure que la moyenne européenne, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pourrait encore mieux faire même si elle a enregistré la meilleure progression hexagonale durant le 2^e trimestre 2026.

Après sa récente étude sur [le nombre de chefs d'entreprise vauclusiens ayant perdu leur emploi](#), **Altare** vient de publier une nouvelle étude sur le 'Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe' durant le premier semestre 2026.

Ainsi, selon la plateforme de data B2B, après deux années difficiles, la France retrouve son meilleur niveau depuis 3 ans. Les retards de paiement des établissements privés ou publics français reculent (12,3 jours contre 14,1 jours un an plus tôt). C'est désormais mieux que la moyenne européenne qui, dans le même temps, descend à 13,1 jours contre 14 jours auparavant.

Ecrit par Laurent Garcia le 21 octobre 2026

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2^e trimestre 2026



Crédit : Altares

Après une dégradation continue observée en 2024 puis amplifiée en 2025, les comportements de paiement des entreprises françaises se redressent nettement au deuxième trimestre 2026. Près d'une entreprise sur deux (49,7%) règle désormais ses fournisseurs à l'échéance, contre 45,2% un an plus tôt.

« Les grandes structures continuent d'afficher les retards les plus élevés, reportant une partie de la pression financière sur leurs fournisseurs. »

Les TPE et PME en première ligne de la ponctualité

Si en France l'amélioration des comportements de paiement concerne l'ensemble du tissu économique, les écarts restent cependant marqués selon la taille des entreprises. Les grandes structures continuent d'afficher les retards les plus élevés, reportant une partie de la pression financière sur leurs fournisseurs, une réalité observée de longue date.



Ecrit par Laurent Garcia le 21 octobre 2026

Retards de paiement : près de 2 dirigeants français sur 3 redoutent une aggravation en 2026

Cette trajectoire repose d'abord sur les plus petites structures. Les TPE de 1 à 9 salariés ramènent leur retard moyen à 11,7 jours, après un gain de près de deux jours sur un an. Les PME de 10 à 49 salariés affichent un meilleur résultat encore avec seulement 11,1 jours de retard moyen, contre 13 jours un an auparavant. Malgré des trésoreries souvent plus fragiles, ces entreprises apparaissent aujourd'hui comme les plus rigoureuses dans le respect de leurs échéances fournisseurs.

À l'inverse, le fossé demeure important avec les grandes organisations. En dépit d'une baisse continue depuis leur niveau le plus haut à 14,4 jours au printemps 2025, le retard moyen de paiement (13,4 jours) des structures de 50 à 249 salariés est encore nettement au-dessus des valeurs des printemps 2023 et 2024. Les entreprises de 250 à 999 salariés affichent un retard moyen de 15,3 jours, tandis que les sociétés de plus de 1 000 salariés accusent 19,6 jours de retard, un niveau encore élevé. Même avec cette réduction des délais de règlement, l'écart avec les petites entreprises avoisine encore huit jours.

Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement des structures publiques et privées par secteur d'activité

Activité	2024		2025		1 ^{er} semestre 2026	
	Europe	France	Europe	France	Europe	France
Agriculture	12,9	12,9	13,3	14,0	13,2	13,9
Bâtiment	11,3	9,4	11,6	8,5	11,5	8,2
Détail	16,7	12,4	17,3	13,8	17,0	11,3
Gros	11,9	11,5	12,3	12,9	12,2	12,0
Immobilier	16,2	20,9	15,6	24,4	15,4	21,9
Industrie	11,5	10,7	11,8	11,4	11,7	10,7
Services	11,9	14,8	12,3	19,0	12,0	15,3
Transport & logistique	13,5	16,0	13,8	17,2	13,5	14,7
Ensemble	13,3	13,0	13,5	13,6	13,3	12,7

Crédit : Altares

Le secteur public reste en retard sur le privé

Le redressement des délais de paiement concerne également le secteur public. Toutefois, avec un retard moyen de 14 jours, les administrations et organismes publics continuent de payer avec plus de reports que le secteur privé, revenu sous les 12 jours.



Ecrit par Laurent Garcia le 21 octobre 2026

Dans le détail, les sociétés commerciales repassent sous 11,6 jours, même en dépit de tensions chez les sociétés HLM. Du côté des associations, l'évolution est moins marquée : sous 11 jours en 2023 puis 12 en 2024, le retard moyen avait approché 14 jours au printemps 2025. Il est désormais retombé légèrement au-dessus de 13 jours, avec de fortes tensions qui persistent dans les associations sportives ou culturelles.

Les collectivités territoriales montrent l'exemple

En 2026, les délais les plus importants concernent particulièrement les hôpitaux, qui règlent leurs factures avec plus de 24 jours de retard après le délai de règlement maximum, fixé à 50 jours pour les établissements de santé. Les établissements publics à caractère industriel ou commercial (EPIC) amorcent un redressement sensible en 2026, retombant légèrement sous 15 jours de retard au cours du deuxième trimestre, pour gagner 2 jours en un an.

Bons élèves du secteur public, les collectivités territoriales limitent leur retard moyen à 12,7 jours, proche de la moyenne nationale. Néanmoins, elles sont à leur tour rattrapées par les effets de taille : si certaines collectivités, généralement les plus petites, parviennent à payer leurs fournisseurs à l'heure, d'autres s'écartent nettement de la moyenne

Ecrit par Laurent Garcia le 21 octobre 2026

Retards de paiement par catégorie juridique secteur privé et secteur public

Secteur privé	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Société commerciale	11,8	12,5	12,6	13,1	13,2	13,4	13,2	12,6	12,1	11,6
Entrepreneur individuel	13,1	13,4	13,7	14,1	13,5	12,2	12,1	11,9	12,0	11,6
Association loi 1901 ou assimilé	11,3	11,4	11,6	11,9	13,7	13,8	13,7	13,5	13,3	13,1
Secteur public	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Dont Collectivité territoriale	13,5	12,7	12,4	12,7	13,8	13,6	13,3	13,3	12,8	12,7
Etablissement public ou régie à caractère industriel ou commercial	16,4	16,1	15,6	15,7	16,5	16,9	16,4	16,2	15,6	14,9
Établissement d'hospitalisation	21,6	20,6	20,1	20,5	21,0	21,7	22,8	24,3	24,6	24,1
Ensemble	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Secteur privé	11,9	12,5	12,6	13,1	13,3	13,3	13,1	12,6	12,2	11,7
Secteur public	13,9	13,3	12,9	13,6	14,7	14,8	14,5	14,8	14,2	14,0
Ensemble	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3

Crédit : Altares

La Région Paca enregistre la meilleure progression

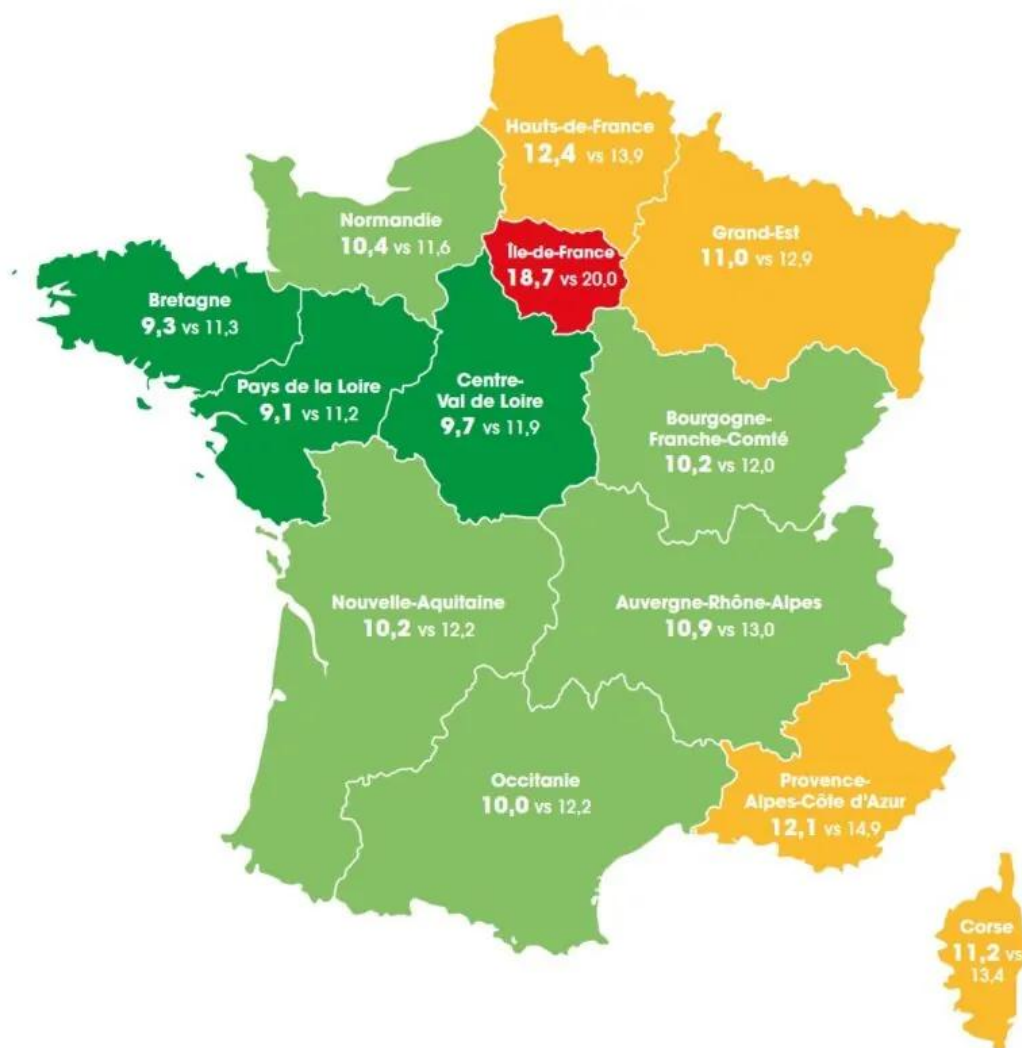
L'amélioration des comportements de paiement se confirme dans toutes les régions métropolitaines, constate l'étude d'Altares. Si les écarts territoriaux demeurent marqués, la plupart des régions convergent désormais vers un niveau de retard compris entre 10 et 11 jours, tandis que l'Île-de-France et les territoires ultramarins restent à des niveaux nettement plus élevés, proches de 19 jours.

Les Pays de la Loire enregistrent la meilleure performance avec 9,1 jours de retard, devant la Bretagne (9,3 jours) et le Centre-Val de Loire (9,7 jours). Ces trois régions passent désormais sous le seuil symbolique des dix jours. L'Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine, la Bourgogne-Franche-Comté et la Normandie, toutes situées sous les 10,5 jours, sont proches du groupe de tête.

À un niveau légèrement supérieur, Auvergne-Rhône-Alpes, le Grand Est et la Corse reviennent autour de

Ecrit par Laurent Garcia le 21 octobre 2026

11 jours de retard. La Provence-Alpes-Côte d'Azur et les Hauts-de-France restent au-dessus du seuil des 12 jours, mais leur trajectoire est encourageante. La région Paca se distingue notamment par le redressement le plus rapide observé sur un an, avec une réduction de près de trois jours de retard.



Légende

- >13 jours
- 11 à 13 jours
- 10 à <11 jours
- <10 jours

Crédit : Altares



Ecrit par Laurent Garcia le 21 octobre 2026

« La ponctualité des règlements n'est plus seulement une question de trésorerie, mais un enjeu de compétitivité, de confiance économique et de conformité. »

Thierry Millon, directeur des études Altares

« Le printemps 2026 pourrait marquer le retour à une discipline de paiement plus vertueuse, annonce [Thierry Millon](#), directeur des études Altares. Après deux années de dérive, les entreprises françaises retrouvent leur meilleur niveau depuis trois ans et se situent à nouveau sous la moyenne européenne. Cette amélioration intervient dans un contexte favorable où les préparatifs liés à la facturation électronique conduisent les organisations à moderniser leurs processus et à renforcer la qualité de leurs données. Elle reflète aussi l'effet d'un cadre réglementaire plus ferme à l'égard des mauvais payeurs. Plus globalement, ce redressement traduit l'ancrage progressif d'une conviction désormais partagée : la ponctualité des règlements n'est plus seulement une question de trésorerie, mais un enjeu de compétitivité, de confiance économique et de conformité. »

L.G.

Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement des structures privées françaises par activité au 2^{ème} trimestre 2026

Les retards les plus courts			Les retards les plus longs		
Secteur	Activités	Jours de retard	Secteur	Activités	Jours de retard
Commerce de détail	Sport & loisirs	8,0	Services aux entreprises	Sécurité	27,5
Construction	Bâtiment	8,2	Immobilier	Promotion immobilière	26,3
Commerce de détail	Bricolage & équipement du foyer	8,7	Communication	Films & son	23,6
Industrie	Bois, matériaux de construction	9,0	Commerce au détail	Vente hors magasin (e-commerce)	23,4
Industrie	Réparation, maintenance	9,3	Commerce interentreprises	Textile, habillement	19,4

Crédit : Altares